

Réunion le 12 novembre 2013 à Belle-Isle en Terre, le conseil d'administration d'Eau & Rivières de Bretagne a analysé la situation bretonne et les orientations du Pacte d'Avenir pour la Bretagne proposées par le gouvernement. A l'unanimité, il a adopté la motion suivante.

VRAIS PROBLEMES , FAUSSES SOLUTIONS

Les crises qui frappent plusieurs entreprises agroalimentaires de Bretagne plongent les salariés et les territoires concernés dans une immense détresse sociale. Ces crises ont des origines multiples : dumping social pratiqué par des pays concurrents, erreurs stratégiques de gestion, non prise en compte de la fin des restitutions européennes programmée depuis 2005. On peut se demander pourquoi certains responsables économiques des groupes industriels privés et coopératifs n'ont pas voulu mettre en œuvre le plan régional de l'agriculture pérenne qu'ils avaient signé en 2002. Celui-ci mettait déjà le doigt sur les fragilités du « modèle breton » : « *Le dynamisme agricole et agro-alimentaire régional a atteint ses limites :*

- *la menace sur la qualité des eaux qui menace directement l'économie régionale dans son ensemble et l'agriculture en particulier ;*
- *la volonté de toujours produire plus a entraîné des crises répétées et a placé quelquefois au second plan l'adaptation des conditions de production, la recherche de la valeur ajoutée, et les progrès sociaux qui devraient l'accompagner ».*

Surfant avec un cynisme honteux sur la désespérance sociale, certaines organisations agricoles et quelques élus revendiquent à présent ouvertement des affaiblissements supplémentaires de la réglementation environnementale, comme moyen de sortir la Bretagne de ces crises !

Aux vrais problèmes dont souffre notre région, n'apportons pas une fois encore de fausses solutions ! Elles n'auraient comme effet que de relancer la course aux volumes, la concentration des élevages, la surcapitalisation des outils de production qui empêche la reprise des exploitations. Elles n'aboutiraient qu'à faire perdurer un système à bout de souffle, destructeur d'emplois, qui ne tient que par injection massive d'argent public et n'enrichit qu'une petite minorité. Laisser croire aux bretons que l'unique solution est encore et toujours plus d'intensification, seule garante d'une place reconnue sur le marché mondial est un non-sens économique et une erreur stratégique majeure .

Il est au contraire urgent d'augmenter la valeur ajoutée de la filière agricole et agro-alimentaire, de renforcer le développement des productions biologiques et de celles à bas niveau d'intrants qui apportent richesse et emplois, dans la production comme dans la transformation. Il est indispensable d'amplifier la transition écologique de toute l'agriculture bretonne afin qu'elle soit compatible avec les deux autres piliers de l'économie régionale, le tourisme et les activités maritimes, qui ne peuvent se passer d'un environnement de qualité.

En outre, prenons garde d'ajouter aux difficultés actuelles le risque d'aviver le contentieux européen sur les nitrates, en plaçant la soif de concentration des quelques ultra libéraux de l'élevage porcin au dessus de l'intérêt général.

En signant le plan d'action de 2002, notre association s'était engagée dans la mise en œuvre d'une démarche ambitieuse de rassemblement des forces régionales au service d'un projet collectif pour la Bretagne. Nous payons aujourd'hui le prix fort de l'échec de ce plan. Cela devrait conduire toutes les organisations responsables à en tirer les leçons, à s'engager pour sortir par le haut la Bretagne de cette crise, à rejeter les fausses solutions.

Notre région, dont l'identité profonde et l'image de marque doivent tant à la diversité et à la qualité de son environnement, ne pourrait donc se satisfaire d'une réponse politique qui fasse de la protection de ce capital naturel mais également économique, le bouc émissaire trop facile des crises actuelles.

Le 12 novembre 2013